



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **CONSULTATION N° APHP.SU 25-055 DU 06/11/2025**

**Acheteur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

**Représenté par :** Madame la Directrice du GHU AP-HP. Sorbonne Université

### **Lieu d'exécution**

**Hôpital La Roche-Guyon**  
1 rue de l'Hôpital  
95780 La Roche Guyon

# **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.1 <i>Objet</i> .....	3
1.2 <i>Type et montant</i> .....	3
1.3 <i>Durée</i> .....	3
1.4 <i>Définition de la prestation</i> .....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ .....	4
2.1 <i>Allotissement</i> .....	4
2.2 <i>Tranches optionnelles</i> .....	4
2.3 <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i> .....	4
2.4 <i>Variantes</i> .....	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS .....	4
3.1 <i>Pièces contractuelles</i> .....	4
3.2 <i>Certificats</i> .....	4
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....	5
4.1 <i>Cotraitance</i> .....	5
4.1 <i>Sous-traitance</i> .....	5
ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....	5
5.1 <i>Composition des prix</i> .....	5
5.2 <i>Variation des prix</i> .....	5
5.3 <i>Application des prix</i> .....	6
5.4 <i>Régime des taxes</i> .....	6
ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION .....	7
6.1 <i>Commande</i> .....	7
6.2 <i>Réception et admission des prestations</i> .....	7
ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ .....	8
7.1 <i>Contrôle</i> .....	8
7.2 <i>Suivi du marché</i> .....	8
7.3 <i>Clause de réexamen</i> .....	8
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	8
8.1 <i>Secret professionnel</i> .....	8
8.2 <i>Respect des principes de la République</i> .....	9
8.3 <i>Accès aux établissements – Identification</i> .....	10
8.4 <i>Grèves</i> .....	10
8.7 <i>Réunion de mise en place du marché</i> .....	10
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT .....	10
9.1 <i>Facturation</i> .....	10
9.2 <i>Paiement</i> .....	11
9.3 <i>Avance</i> .....	11
ARTICLE 10 : ASSURANCES .....	11
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES.....	12
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE .....	12
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION .....	12
ARTICLE 14 : DEROGATIONS .....	15

**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ****1.1 Objet**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché lancé pour la réalisation de prestations de médecine professionnelle et préventive au bénéfice des agents de l'hôpital de LA ROCHE-GUYON, sis 1 rue de l'Hôpital - 95780 La Roche Guyon.

Dans un contexte national marqué par une pénurie de médecins du travail et des difficultés de recrutement au sein des établissements hospitaliers publics, le GHU AP-HP.Sorbonne Université souhaite assurer la continuité et la qualité du suivi médical de ses personnels.

À ce titre, il envisage de recourir à un service de santé interentreprises capable d'assurer, sur le site de LA ROCHE-GUYON, l'ensemble des missions réglementaires et préventives relevant de la médecine du travail, conformément aux dispositions du Code du travail relatives aux établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux dispositions particulières de la fonction publique hospitalière.

Le GHU AP-HP.Sorbonne Université est un établissement de l'Assistance-Publique-Hôpitaux de Paris. Il est composé des sites Charles Foix, Pitié Salpêtrière, Rothschild, Saint-Antoine, Tenon, Trousseau, La Roche-Guyon.

Le site du GHU AP-HP.Sorbonne Université concerné par le présent marché est l'hôpital La Roche-Guyon.

**1.2 Type et montant**

Conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-5, R2131-12, R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

Le marché prendra par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-2, R2162-4 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 dudit Code).

En application de l'article R2162-4-2 du code la commande publique, le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande sur la durée totale du marché (4 ans).

Le titulaire est engagé pour le montant maximum fixé à :

Montant minimum de commandes : sans montant minimum

Montant maximum de commandes : 120 000,00 € HT, soit 144 000,00 € TTC

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

**1.3 Durée**

Le marché est conclu pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029. Toutefois, si la notification du présent marché devait avoir lieu postérieurement à la date de démarrage indiquée, celui-ci débiterait à la date de notification pour une durée de **4 ans**.

La durée totale du marché ne pourra excéder **4 ans**.

**1.4 Définition de la prestation**

Le détail de la prestation, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et le présent CCP.

**ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ****2.1 Allotissement**

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur décide de ne pas allotir du fait du caractère indivisible de la prestation.

**2.2 Tranches optionnelles**

Le marché est lancé : sans tranche.

**2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

**2.4 Variantes**

Les variantes sont interdites.

**ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS****3.1 Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - o L'annexe n°1 du CCTP relative aux données statistiques ;
  - o L'annexe n°2 du CCTP relative au Cadre de Réponses Techniques (CRT) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour l'Acheteur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- Tout document déposé avec l'offre.

**3.2 Certificats**

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

**ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE****4.1 Cotraitance**

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.5, 3.7.4, 3.8.4 et 12) et par les articles R2142-3, R2142-19 à R2142-27, R2191-39, R2191-53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

**4.1 Sous-traitance**

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le GHU AP-HP.Sorbonne Université, pour pallier ses défaillances éventuelles. Cet éventuel sous-traitant devra répondre aux mêmes exigences que le prestataire.

La situation des sous-traitants est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2191-6 à 7, R2191-45 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.6 et 12)

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le représentant de l'Acheteur.

**ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés.

Ainsi, le contrat est rémunéré à prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires, selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement (BPU).

**5.1 Composition des prix**

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation.

**5.2 Variation des prix**

Les prix sont révisibles annuellement dans les conditions suivantes :

Les prix sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer est le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement ; le mois Mo étant le mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire). La formule de révision est établie à partir de l'indice INSE ICHT-M : Activités spécialisées scientifiques et techniques

➤ selon la règle suivante :

$$P = P_o (X/X_o)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P<sub>o</sub> = prix initial du marché

X<sub>o</sub> = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur du même indice à la date anniversaire du marché.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

Les prix du marché seront fermes pour la première année du marché. Ils pourront faire l'objet d'un ajustement de la façon suivante, après accord notifié des deux parties :

1. A la date anniversaire du marché : à cet effet, les demandes d'ajustement devront être transmises au plus tard trois mois avant la date d'anniversaire.
2. A tout moment en cas de baisse de prix du fournisseur que celui-ci s'engage à répercuter dans les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

En dehors de ces deux cas, les prix ne seront pas modifiés.

#### Demande d'ajustement des prix

Le titulaire fait parvenir en fonction du 1 ou 2 du paragraphe précédent, à la Cellule des Marchés du GHU AP-HP. Sorbonne Université, sa demande d'ajustement des prix, et ce, par lettre recommandée avec avis de réception.

La Cellule des Marchés du GHU AP-HP. Sorbonne Université transmet par courrier son accord ou son refus (en cas de dépassement de tarifs ou de retard dans les délais de transmission à la Cellule des Marchés du GHU AP-HP. Sorbonne Université).

Cette demande, complétée du barème des prix de référence hospitalier du titulaire, est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution des tarifs.

Les ajustements des prix du titulaire s'entendent prix par prix.

Dès la décision d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire du présent marché.

#### Modification de l'annexe financière

Après acceptation par le GHU AP-HP. Sorbonne Université, les nouvelles conditions de prix validées donneront lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe financière qui, une fois visée par le titulaire et le GHU AP-HP. Sorbonne Université, se substituera à la précédente, sans qu'il soit nécessaire de conclure un acte modificatif.

#### Clause de sauvegarde

Dans l'impossibilité d'un accord entre le prestataire et le GHU AP-HP. Sorbonne Université, si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à **5 %**, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans accord entre les parties, l'AP-HP pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

### **5.3 Application des prix**

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire seront appliqués aux différentes prestations réalisées et ayant fait l'objet d'un bon de commande ou ordre de service.

### **5.4 Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

**ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION****6.1 Commande**

L'exécution des prestations du présent marché est subordonnée à l'émission par le bureau des achats de la Direction des Achats du Développement Durable et de la Logistique (DADDL), d'un bon de commande préalable, mentionnant les prestations souhaitées.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins. Elles seront transmises au titulaire par voie électronique.

Tout bon de commande (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures.

Chaque bon de commande sera **numéroté** et précisera :

- la nature des prestations à réaliser ;
- les quantités commandées ;
- les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- la référence du marché ;
- le prix unitaire hors taxes, en référence au prix contractuel comme mentionné à l'annexe financière de l'acte d'engagement,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total de la commande toutes taxes comprises.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de **3 mois** à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

**6.2 Réception et admission des prestations**

La réception et le contrôle des prestations réalisées sont assurés par le service réceptionnaire, conformément au Chapitre V du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Néanmoins, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission se matérialise par la transmission à la Direction des Ressources Humaines de l'hôpital de LA ROCHE-GUYON des attestations de suivi de l'ensemble des agents ayant passé la visite médicale ainsi que la liste des agents ne s'étant pas présentés à la visite. Cette transmission vaudra vérifications pour l'exécution des prestations.

Toute non-conformité liée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et observée à la réception par l'hôpital pourra entraîner un refus de l'admission.

## ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

### 7.1 Contrôle

Le GHU AP-HP.Sorbonne Université se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### 7.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité signée par la Directrice des Achats, du Développement Durable et de la Logistique (DADDL) du GHU AP-HP. Sorbonne Université ou son représentant. Elle sera communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Directrice de la DADDL du GHU AP-HP. Sorbonne Université ou son représentant.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration, une mise en demeure sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, conformément au chapitre 7 du CCAG – FCS et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### 7.3 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant de l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- Le Groupe Hospitalier AP-HP. Sorbonne Université se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire retenu des prestations de services nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour. Elles seront introduites au marché par voie d'acte modificatif.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

### 8.1 Secret professionnel

Le titulaire s'engage à respecter strictement les obligations liées au secret professionnel, notamment au secret médical, conformément aux dispositions des articles L.1110-4 et suivants du Code de la santé publique, ainsi qu'aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Les informations médicales auxquelles le titulaire pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du présent marché sont strictement confidentielles. Elles ne peuvent faire l'objet d'aucune diffusion, communication ou exploitation, sauf accord préalable, exprès et écrit de l'agent concerné et dans le respect de la législation en vigueur.

Le titulaire s'engage à ne conserver, reproduire ou utiliser les documents ou informations issus du présent marché qu'aux seules fins de son exécution. Toute utilisation à d'autres fins, notamment commerciale, statistique ou de recherche, est strictement interdite sans autorisation préalable de la personne publique.

Cette obligation de confidentialité demeure applicable pendant toute la durée du marché ainsi qu'après son expiration, sans limitation de durée.



Le non-respect de cette clause pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des éventuelles poursuites civiles ou pénales.

## **8.2 Respect des principes de la République**

Le présent contrat prévoit que le titulaire participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier  
Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnels auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : GHU AP-HP.Sorbonne Université - Site Pitié Salpêtrière – Direction Générale – Cellule des marchés – Cour du marché, porte 04 – 47, boulevard de l'hôpital – 75651 PARIS cedex 13 / Téléphone : 01 42 17 60 91.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, d'égalité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques

### 8.3 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### 8.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

### 8.5 Réunion de mise en place du marché

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université organisera une réunion de mise en place du marché à laquelle le titulaire est tenu de participer.

## ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

### 9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément aux articles L2192-1 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

#### Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes du compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes par prestation commandées et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C. ;
- La formule de révision des prix si les prix ont été révisés.
- Le numéro du marché ;
- Le n° du bon de commande ;
- La date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

## 9.2 Paiement

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait.

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par l'Acheteur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Les intérêts moratoires sont régis par les articles R 2192-31 à R 2192-33 du Code de la Commande Publique. Ils ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée (article D2192-35 dudit Code).

Conformément à l'article R2192-36 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délais de 45 jours suivants la mise en paiement du principal.

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalo-universitaire AP-HP Sorbonne Université.

## 9.3 Avance

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Conformément au code de la commande publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7 et-9 et R2193-10 à -21 dudit code.

Ainsi, le titulaire peut demander une avance que pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

Le taux de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande. Cependant si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire

**Le candidat devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.**

## ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature causé au personnel et aux biens du GHU AP-HP. Sorbonne Université du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,

CCAP	Consultation n° APHP. SU 25-055 du 06/11/2025	11/15
	Surveillance médicale du personnel méd. et non méd. LRG	

- De ses matériels,
- De ses fournitures.

Le titulaire doit justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, à la Cellule des Marchés du GHU AP-HP Sorbonne Université, d'un exemplaire ou d'une copie de la police d'assurance.

Le titulaire du marché est tenu d'informer le GHU AP-HP Sorbonne Université de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les **huit jours** qui suivent sa décision.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES**

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

## **ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE**

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

## **ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION**

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services**, toutes les pénalités objet du présent article ci-avant sont cumulables.  
Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

### **13.1. Pénalités de retard et d'indisponibilité**

#### **Non transmission des attestations fiscales et sociales**

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 50 € par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché ni la somme de 45 000 euros.

### Pénalités de retard et d'indisponibilité

Pénalités en cas de non remise du plan d'activité prévisionnel annuel des actions en milieu de travail	50 € par jour calendaire de retard
Pénalités pour non-respect du délai de transmission des rapports médicaux	50 € par manquement constaté et par jour calendaire de retard
Pénalités en cas de non remise des attestations de suivi pour les agents ayant passé la visite ainsi que la liste des agents ne s'étant pas présentés dans les 7 jours calendaires suivants la visite	25 € par manquement constaté et par jour calendaire de retard
Pénalités pour non remise du rapport annuel d'activité	50 € par jour calendaire de retard
Pénalités pour absence non justifiée aux réunions du CSEL	50 € par manquement
Pénalité pour non réception d'un agent au jour et à l'heure convenus sans avoir prévenu la Direction des Ressources Humaines de l'hôpital de LA ROCHE-GUYON au moins 48 heures ouvrés au préalable	90€ par rendez-vous non réalisé Une visite devra être reprogrammée dans un délai raisonnable
Pénalités pour absence supérieure à une semaine du médecin du travail sans remplacement	En cas d'absence supérieure à 1 semaine, des pénalités seront appliquées à hauteur de 50€ par jour d'absence

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire de l'accord-cadre.

Il est précisé que si le retard dans la prestation était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie de courrier.

### **13.2. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le RPA peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes de la facture mentionnée à l'article 9.1

### **13.3. Résiliation, litiges**

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'Acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.  
Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Tout différend du titulaire avec l'Acheteur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG-FCS et des articles R 2197-1, R 2197-16, R 2197-23 à 24 du Code de la Commande Publique.

### **RECOURS GRACIEUX**

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'Acheteur en cas de différend.  
Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

### **RECOURS HIERARCHIQUE**

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par l'Acheteur. Le titulaire dispose alors de deux mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris  
55 boulevard Diderot  
CS 22305  
75610 Paris CEDEX 12

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux.

### **RECOURS CONTENTIEUX**

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du code de justice administrative.

### **REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES**

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au comité consultatif de règlement des litiges.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

### **REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le titulaire doit aviser le GHU AP-HP.Sorbonne Université dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandé avec avis de réception, par le GHU AP-HP.Sorbonne Université à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages intérêts au profit du GHU AP-HP.Sorbonne Université.

### **FORCE MAJEURE**

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au GHU AP-HP Sorbonne Université.

### **CAS DU TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine.

### **EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

### **MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ CENTRAL AP-HP**

Le GHU AP-HP.Sorbonne Université se réserve la possibilité de résilier le marché, à tout moment et sans indemnités, si la centrale des Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et travaux (ACHAT) de l'AP-HP, contractualise un marché couvrant ce besoin pendant la durée d'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 14 : DEROGATIONS**

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 3.1	Article 4.1	Ordre des pièces
Article 5 et 13	Article 32.1	Résiliation
Article 6.2	Article 30.1	Admission
Article 13.1	Article 14 et 14.1.2	Pénalités
Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.		